

QUESTION PERIOD NOTE

Date: April 4, 2017

Classification: UNCLASSIFIED

Branch / Agency: RCMP

Question Period Note / Note pour la Période des questions

RCMP POLICY POST-EMPLOYMENT

ISSUE: Media reports regarding retired RCMP member accepting a job with controversial Chinese firm Huawei.

PROPOSED RESPONSE:

- **The RCMP has an established process under its Conflict of Interest Policy to address post-employment for retired RCMP members.**
- **Employees are expected to uphold the highest ethical standards, and conserve and enhance public confidence in the integrity, honesty, professionalism, compassion, respect, and accountability of the RCMP.**
- **All RCMP employees must swear an Oath of Secrecy not to disclose any knowledge or information acquired in the course of their employment.**
- **Employees are responsible for avoiding actual, apparent or potential conflicts of interest between their recent responsibilities in the RCMP and subsequent employment elsewhere.**

RCMP POLICY POST-EMPLOYMENT

BACKGROUND: Employees are expected to uphold the highest ethical standards, and conserve and enhance public confidence in the integrity, honesty, professionalism, compassion, respect, and accountability of the RCMP, as outlined in the RCMP Mission, Vision, and Values (MVV), and the Treasury Board Values and Ethics Code for the Public Sector (VECPS).

Without unduly restricting an employee's ability to seek other employment opportunities, all employees are responsible for avoiding or preventing the possibility of an actual, apparent, or potential conflict of interest between their most recent responsibilities in the RCMP and/or federal public service and their subsequent employment outside the RCMP.

Situations of post-employment activities which may lead to conflict of interest including, but are not limited to:

1. appointment to a board of directors of, or employment with, private entities with which the employee had significant official dealings during the period of one year immediately before the termination of his/her service;
2. making representation to any government organization on behalf of persons or entities outside of the RCMP which the employee had significant official dealings, during the period of one year immediately before the termination of his/her service; or
3. providing advice to clients or new employers using information that is not publicly available concerning RCMP programs or projects.

An employee found to be in a conflict of interest between his/her duties and post-employment activities may be subject to a one-year limitation period after leaving the RCMP. An employee or former employee may apply to his/her Designated Manager for Human Resources (DMHR) for a written waiver or reduction of the limitation period.

The criteria for determining the grounds for a waiver include: circumstances of the termination of service, significance of government information possessed by the employee, desire to transfer that knowledge to the private sector, potential for unfair advantage for a private-sector entity, and level of authority or influence the employee held in the RCMP. An employee accepting post-employment outside of the Government of Canada while still employed in the public service, e.g. on retirement leave, must comply with rules for secondary employment.

Employee Responsibilities

Employees are reminded of the Oath of Secrecy that was sworn or affirmed to not disclose any knowledge or information acquired in the course of your employment.

Assess and disclose to supervisors all firm offers or acceptance of outside employment which could place you the employee in a position of a conflict of interest.

If an employee believes that they are or may be in a conflict of interest between the most recent responsibilities with the RCMP and the subsequent employment outside the RCMP, forward the details of this conflict, in writing, through the supervisor to the Unit Commander, and where appropriate, seek a written waiver or reduction in the limitation period where a conflict of interest exists.

Unit Commander Responsibilities

Assess all retiring employee situations to determine if there is a possibility of a conflict of interest between their most recent responsibilities for the RCMP and the federal public service, and their subsequent employment outside the RCMP.

Forward to the DMHR all written requests that are determined may be a conflict of interest, for assessment of post-employment conflict of interest and consideration for a waiver or reduction of the limitation period detailing:

1. for whom the retiring employee intends to work and what relationship that entity has with the RCMP and government; and
2. what the retiring employee's duties were in the year leading up to retirement and how that information may place the new employer and the RCMP in a conflict of interest.

DMHR Responsibilities

For guidance in assessing post-employment conflict of interest and the need for a one-year limitation period, see the *Treasury Board Policy on Conflict of Interest and Post-Employment and Application Guide for Post-Employment* and the RCMP Conflict of Interest Policy.

CONTACTS:

Prepared by	Tel. no.	Approved by	Tel. no.
W.A (Wayne) Jacquard, Supt. Director, Professional Ethics Office	613-843-4494	Jas Breton, C/Supt. Director General, Workplace Responsibility Branch	613-843-4494

POLITIQUE DE LA GRC SUR L'APRÈS-MANDAT

SUJET : Des médias annoncent qu'un membre à la retraite de la GRC aurait accepté un poste auprès de la controversée firme chinoise Huawei.

RÉPONSE SUGGÉRÉE :

- **La GRC dispose d'une procédure établie énoncée dans sa politique sur les conflits d'intérêts pour traiter de l'après-mandat de ses membres à la retraite.**
- **Les employés sont tenus d'agir selon les normes d'éthique les plus rigoureuses ainsi que de préserver et d'accroître la confiance du public en l'intégrité, l'honnêteté, le professionnalisme, la compassion, le respect, et la responsabilisation de la GRC.**
- **Tous les employés de la GRC doivent s'engager au secret professionnel en jurant de ne révéler à quiconque n'y a pas légitimement droit ce qui est parvenu à leur connaissance ou les renseignements qu'ils ont obtenus en raison de leur emploi.**
- **Tous les employés doivent éviter ou empêcher tout conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel entre leurs dernières responsabilités à la GRC et leur nouvel emploi à l'extérieur de la GRC.**

POLITIQUE DE LA GRC SUR L'APRÈS-MANDAT

CONTEXTE : Les employés sont tenus d'agir selon les normes d'éthique les plus rigoureuses ainsi que de préserver et d'accroître la confiance du public en l'intégrité, l'honnêteté, le professionnalisme, la compassion, le respect, et la responsabilisation de la GRC, selon la Mission, la vision et les valeurs (MVV) de la GRC et le *Code de valeurs et d'éthique du secteur public (CVESP)* du Conseil du Trésor. Sans restreindre indûment la capacité de l'employé de se trouver d'autres possibilités d'emploi, tous les employés doivent éviter ou empêcher tout conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel entre leurs dernières responsabilités à la GRC ou dans la fonction publique fédérale et leur nouvel emploi à l'extérieur de la GRC.

Les situations d'activités après-mandat qui peuvent donner lieu à un conflit d'intérêts comprennent notamment les suivantes :

1. accepter une nomination au conseil d'administration d'une entité privée avec laquelle l'employé a eu des rapports officiels importants au cours de l'année ayant précédé la fin de son mandat, ou accepter un emploi au sein d'une telle entité;
2. intervenir pour le compte ou au nom d'une personne ou d'une entité de l'extérieur de la GRC auprès de tout organisme du gouvernement avec lequel l'employé a eu des rapports officiels importants au cours de l'année ayant précédé la fin de son mandat;
3. donner aux clients ou au nouvel employeur, au moyen de renseignements qui ne sont pas accessibles au public, des conseils concernant les programmes ou les projets de la GRC.

L'employé réputé être en situation de conflit d'intérêts en ce qui concerne ses fonctions et ses activités après-mandat peut être assujéti à une période de restriction d'un an suivant la cessation de ses fonctions à la GRC. Un employé ou un ex-employé peut demander au gestionnaire principal des Ressources humaines (GPRH) d'annuler ou de réduire par écrit la période de restriction.

Les critères pour déterminer si la demande de l'employé ou de l'ex-employé est justifiée comprennent les suivants : les circonstances de la cessation d'emploi, l'importance des renseignements gouvernementaux détenus par l'employé, le désir de transférer ces connaissances au secteur privé, la possibilité d'un avantage indu pour l'entité du secteur privé, et le niveau d'autorité ou d'influence qu'avait l'employé dans la GRC. L'employé qui accepte un après-mandat à l'extérieur du gouvernement du Canada alors qu'il est toujours à l'emploi de la fonction publique (p. ex. lors d'un congé de retraite), doit se conformer aux règles applicables aux emplois extérieurs.

Responsabilités de l'employé

Ne pas oublier le serment du secret où l'on a juré ou déclaré de ne révéler à quiconque ce qui est parvenu à sa connaissance ou les renseignements qu'on a obtenus en raison de son emploi.

Déterminer et divulguer à son superviseur toute offre sérieuse d'emploi émanant de l'extérieur ou toute acceptation d'un tel emploi qui risque de donner lieu à un conflit d'intérêts.

Si l'on croit qu'il existe un conflit d'intérêts réel ou potentiel entre ses dernières responsabilités à la GRC et son nouvel emploi à l'extérieur de la GRC, transmettre par écrit, par l'intermédiaire de son superviseur, tous les renseignements sur le conflit, à son chef de service, et le cas échéant, demander d'annuler ou de réduire par écrit la période de restriction lorsqu'il existe un conflit d'intérêts.

Responsabilités du chef de service

Évaluer la situation de tout employé qui prend sa retraite afin de déterminer s'il existe un conflit d'intérêts potentiel entre les dernières responsabilités de l'employé à la GRC ou dans la fonction publique fédérale et son nouvel emploi à l'extérieur de la GRC.

Transmettre au GPRH toute demande écrite que l'on juge constituer un risque de conflit d'intérêts aux fins d'évaluation du conflit d'intérêts après-mandat et d'examen de la demande d'annulation ou de réduction de la période de restriction, et lui fournir les renseignements suivants :

1. l'entité pour laquelle l'employé qui prend sa retraite a l'intention de travailler et les rapports que l'entité avait avec la GRC et le gouvernement;
2. les fonctions que l'employé qui prend sa retraite exerçait au cours de l'année précédant sa retraite et la façon dont les renseignements peuvent placer le nouvel employeur et la GRC dans une situation de conflit d'intérêts.

Responsabilité du GPRH

Consulter la *Politique sur les conflits d'intérêts et l'après-mandat* et le *Guide d'application de l'après-mandat du Conseil du Trésor* pour obtenir les lignes directrices nécessaires pour déterminer tout conflit d'intérêts d'après-mandat et la nécessité d'une période de restriction d'un an.

CONTACTS :

Préparée par

W.A (Wayne) Jacquard,
surint.
Directeur, Bureau de
l'éthique professionnelle

N° de tél.

613-843-4494

Approuvée par

Jas Breton, surint. pr.
Directeur général,
Responsabilités liées au milieu
de travail

N° de tél.

613-843-4494

UNCLASSIFIED//FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

FCM 2018
Session 9 Scenario Note

Telecommunications Critical Infrastructure
Lead: Australia – The Hon. Peter Dutton, Minister for Home Affairs and Minister for Immigration and Border Protection
Session Overview
Minister Dutton will lead a discussion [REDACTED]
[REDACTED]
Session Outcomes
[REDACTED]
Key Messages
<ul style="list-style-type: none">• 5G presents significant potential for social and economic benefit; the contribution of the mobile ecosystem to the North American economy is expected to increase to more than \$1 trillion by 2020—nearly 5% of the region's GDP.• Increased societal dependence on 5G, however, means that cyber security will be increasingly important in protecting interconnected networks/systems, along with the information they hold and operations they support.• Policy, legislation and partnerships are required to effectively enable the adoption and deployment of this technology, and to address the associated risks.
Responsive Key Messages
<i>None</i>
Expected Positions of Five Eyes Partners
[REDACTED]

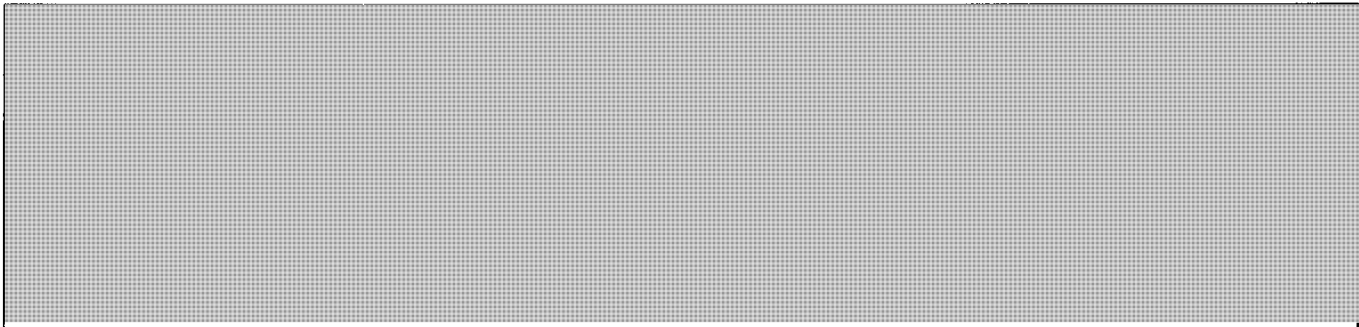
UNCLASSIFIED//FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety
Canada

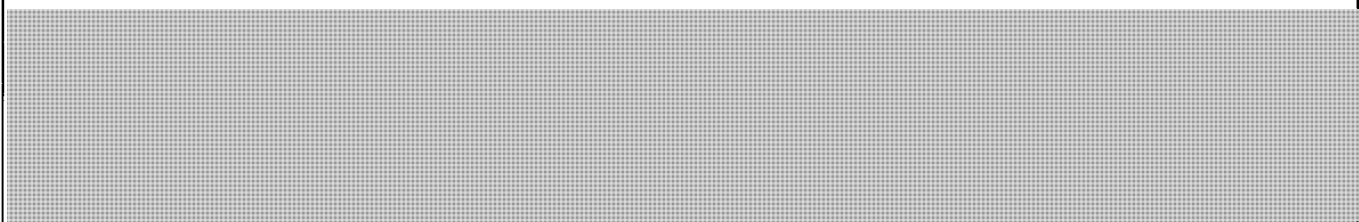
Sécurité publique
Canada

2020-04-21
14:30:00
14:30:00



BACKGROUND

Canada is actively preparing for the roll-out of 5G technology, with the auction of spectrum for 5G to take place in 2020. The development of 5G technology represents a paradigm shift in mobile communications, and is a key driver for the fourth stage of the industrial revolution. It is estimated that 5G technology ~~would~~ will enable a total of one million devices per square kilometer to be connected, while not reducing quality of service, thus greatly facilitating the roll out of Internet of Things (IoT) devices.



Threat from Foreign Vendors

Canada recognizes the risks associated with foreign equipment (4G and 5G) being deployed in Canadian telecommunications infrastructure, which can include hardware and software backdoors built into products that could allow networks to be accessed in order to disrupt systems/operations, steal private data or spy on businesses. Through a government and industry partnership, the Communications Security Establishment (CSE) collaborates with telecommunications service providers, vendors and manufacturers to address threats and reduce these associated risks. This partnership enables meaningful mitigation measures to be put in place to help ensure the integrity of the Canadian telecommunications supply chain, and has provided data that demonstrates the success of the program. The framework has proven effective in managing supply chain risk in critical infrastructure providers throughout Canada. In addition, CSE works with its partners at Public Safety Canada to share security advice and guidance with the owners and operators of Canada's critical infrastructure.

Opportunity for the Government of Canada

There is an opportunity for Canadian companies to enter this space, creating and deploying competitive products that support the new 5G ecosystem. The government has an important role to play in this regard, promoting an environment that incentivizes strong cyber security

UNCLASSIFIED//FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

practices, while fostering innovation, encouraging R&D, and protecting the sovereignty of academic research and intellectual property. In addition to providing significant economic benefits, it would help ensure the delivery of a secure and trusted source of telecommunications services to Canadians

FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety / Sécurité publique
Canada / Canada

FCM 2018
Session [X] Scenario Note

Telecommunications Critical Infrastructure Lead: Australia (Minister Dutton)	
Session Overview	
<ul style="list-style-type: none">A discussion [REDACTED]	
Session Outcomes	
<ul style="list-style-type: none">[REDACTED]	
Key Messages	
<ul style="list-style-type: none">5G technology presents significant potential for social and economic benefitThe contribution of the mobile ecosystem to the North American economy is expected to increase to more than \$1 trillion by 2020—nearly 5% of the region's GDP [REDACTED]Increased societal dependence on 5G [REDACTED] however, means that cyber security will be increasingly important in protecting interconnected these networks/systems, along with the information they hold and the operations they support [REDACTED]Policy, legislation and partnerships are required to effectively enable the adoption and deployment of this technology, and to address the associated [REDACTED] risks	
Responsive Key Messages	
N/A	
Expected Positions of Five Eyes Partners	
<ul style="list-style-type: none">[REDACTED][REDACTED]	
BACKGROUND [1/2 page max.]	
<ul style="list-style-type: none">The Government of Canada (GC) is actively preparing for the roll-out of 5G technology, with the auction of spectrum for 5G to take place in 2020The development of 5G technology represents a paradigm shift in mobile communications, and is a key driver for the fourth stage of the industrial revolution	

FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety
Canada Sécurité publique
Canada

- *It is estimated that 5G technology would enable a total of one million devices per square kilometer to be connected, while not reducing quality of service, thus greatly facilitating the roll out of Internet of Things (IoT) devices.*

- [Redacted]

- [Redacted]

Threat from foreign vendors:

- *Canada recognizes the risks associated with foreign equipment (4G and 5G) being deployed in Canadian telecommunications infrastructure, which can include hardware and software backdoors built into products that could allow networks to be accessed in order to disrupt systems/operations, steal private data or spy on businesses*
- *The Communications Security Establishment (CSE) collaborates with telecommunications service providers, vendors and manufacturers to address threats and reduce these risks*
- *This partnership enables meaningful mitigation measures to be put in place to help ensure the integrity of the telecommunications supply chain*
- *In addition, CSE works with its partners at Public Safety Canada to share security advice and guidance with the owners and operators of Canada's critical infrastructure*

Opportunity for the GC:

- *There is an opportunity for Canadian companies to enter this space, creating and deploying competitive products that support the new 5G [ecosystem]*
- *The government has an important role to play in this regard, promoting an environment that incentivizes and ensures strong cyber security practices, while fostering innovation, encouraging R&D, and protecting the [sovereignty] of academic research and intellectual property*

FOR OFFICIAL USE ONLY



Public Safety Sécurité publique
Canada Canada

S. 115.2017

- *In addition to providing significant economic benefits, it would help ensure the delivery of a secure and trusted source of telecommunications services to Canadians*

**Pages 11 to / à 149
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 150 to / à 152
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 153 to / à 155
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 156 to / à 170
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**



Public Safety Sécurité publique
Canada Canada

s.13(1) Deputy Minister Sous-ministre
s.15(1) - Int Ottawa, Canada
s.16(1)(a) K1A 0P8
s.20(1)(c)
s.21(1)(a)

(TOP SECRET//SI//CEO)

DATE:

File No.: NS 6644 / PS-

MEMORANDUM FOR THE MINISTER

RESPONSE TO MINISTERIAL QUESTION


(For Information)

BACKGROUND



Should you require additional information, please do not hesitate to contact me or Ms. Monik Beaugard, Senior Assistant Deputy Minister, National and Cyber Security Branch at 613-990-4976.

Malcolm Brown

Enclosures: 

Canada

Page 172

**is withheld pursuant to sections
est retenue en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

Page 173

**is withheld pursuant to sections
est retenue en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

Page 174

**is withheld pursuant to sections
est retenue en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 175 to / à 176
are withheld pursuant to section
sont retenues en vertu de l'article**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 177 to / à 190
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 191 to / à 196
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 197 to / à 206
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 207 to / à 209
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 210 to / à 219
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 220 to / à 221
are withheld pursuant to section
sont retenues en vertu de l'article**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 222 to / à 226
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 227 to / à 238
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 239 to / à 241
are withheld pursuant to section
sont retenues en vertu de l'article**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**



Public Safety / Sécurité publique
Canada / Canada

s.15(1) - Subv

s.69(1)(g) re (e)

**Branch / Direction générale
National and Cyber Security Branch**

Routing Slip / Bordereau d'acheminement

CCM File No / No de dossier CCM: PS-016320

DRAGON / RDIMS / SGDDI :

ADM's Quality Control / Contrôle de qualité du cabinet du SMA : _____

Title / Titre		ACTION REQUIRED / MESURES A PRENDRE			
Name / Nom	Date	Initials / Initiales	Approval or signature / Approbation ou signature (via)	Information (cc)	
Originator / Auteur :			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Director / Directeur :			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Director General / Directeur général : Suki Wong	MAY 3 2017 2017/06/06	[Signature]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Chief Audit Executive / Dirigeant principal de la vérification Denis Gorman			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Director General Communications / Directeur général des communications Jamie Tomlinson			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Executive Director & Senior General Counsel LS / Directeur exécutif et Avocat général principal SJ Michael Sousa			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A/Assistant Deputy Minister PACB / Sous-ministre adjoint SAPC Jill Wherrett			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Assistant Deputy Minister CSCCB / Sous-ministre adjointe SSCRC Kathy Thompson			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Chief Financial Officer and Assistant Deputy Minister CMB / Dirigeante principale des finances et Sous-ministre adjointe SGM Caroline Weber			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Assistant Deputy Minister EMPB / Sous-ministre adjointe SGUP Lori MacDonald			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Senior Assistant Deputy Minister NCSB / Sous-ministre adjointe principal SSCN Monik Beauregard		[Signature]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Associate Deputy Minister / Sous-ministre déléguée Gina Wilson		[Signature]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Deputy Minister / Sous-ministre Malcolm Brown	MAY 10 2017	[Signature]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Minister / Ministre The Honourable / L'honorable Ralph Goodale		[Signature]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**Pages 243 to / à 248
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 249 to / à 260
are duplicates
sont des duplicatas**

**Pages 261 to / à 264
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 265 to / à 270
are withheld pursuant to section
sont retenues en vertu de l'article**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 271 to / à 277
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

Pages 278 to / à 289

are duplicates

sont des duplicatas

**Pages 290 to / à 291
are withheld pursuant to section
sont retenues en vertu de l'article**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Pages 292 to / à 297
are withheld pursuant to sections
sont retenues en vertu des articles**

**of the Access to Information
de la Loi sur l'accès à l'information**